

LES ACTEURS DE LA TRANSITION JUSTE

N°2

LES CONSOMMATEURS

L'objectif d'une «transition juste» a été inscrit en 2015 dans l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il vise à rendre la transition vers des économies bas-carbone équitable pour toutes les parties prenantes : travailleurs, consommateurs, communautés locales et société dans son ensemble.

Alors que les travailleurs figurent généralement au cœur des débats sur la transition juste, les consommateurs sont souvent oubliés dans ce domaine. Il sera néanmoins primordial de tenir compte de cette dimension si la transition se veut véritablement inclusive pour tous. En effet, la transition vers des systèmes plus durables ne sera possible que si les pouvoirs publics et les entreprises font en sorte de réduire les inégalités sociales et d'améliorer l'accès à des biens et des services plus écologiques. Que ce soit dans le secteur de l'énergie, de l'alimentation ou des transports, des mesures peuvent être prises pour que les ménages à faibles revenus en particulier aient accès à des produits durables, sûrs et sains à des prix abordables.

Dans ce deuxième article de notre série intitulée «Les acteurs de la Transition Juste», les membres de *Finance for Tomorrow* soulignent la nécessité pour les établissements financiers d'intégrer les préoccupations des consommateurs dans le cadre de leurs stratégies de Transition Juste. Les banques ont un rôle important à jouer en proposant des services financiers qui établissent un lien entre les objectifs environnementaux et sociaux de la transition. Quant aux investisseurs, l'inclusion d'indicateurs extra-financiers liés à des paramètres environnementaux et sociaux dans leurs stratégies d'investissement leur permettra de mieux intégrer les préoccupations des consommateurs dans leurs stratégies ESG.

L'élaboration de stratégies d'engagement solides constitue également un moyen efficace d'encourager les entreprises à définir les attentes des investisseurs concernant la dimension «consommateurs» de la transition juste. Les membres de *Finance for Tomorrow* s'engagent à faire de cet axe un élément clé de leurs stratégies d'investissement et de financement, afin d'encourager une transition équitable tout en réalisant les objectifs climatiques fixés.

INTRODUCTION

La transition vers des économies bas-carbone a déjà eu un impact considérable sur un large éventail de parties prenantes, entraînant une restructuration économique dans un grand nombre de secteurs clés. Ces transformations sont avant tout ressenties par les personnes employées dans les secteurs particulièrement touchés par les plans nationaux de décarbonation. C'est pourquoi le premier document de notre série intitulée «Les acteurs de la Transition Juste» visait à mettre en lumière les risques et les opportunités que la transition fait naître pour les travailleurs.

Alors que les entreprises et leurs employés commencent à faire face à d'importants changements liés aux mesures climatiques prises par les gouvernements du monde entier, les consommateurs de biens et de services commencent eux aussi à ressentir les multiples effets de la transition.

En France, le mouvement des «Gilets jaunes» a mis en avant l'importance d'intégrer des mesures de transition équitables dans l'élaboration de la politique climatique de l'État. À l'origine, l'agitation est née de l'annonce par le gouvernement d'une augmentation des taxes sur l'essence et le diesel, dont les manifestants estimaient qu'elle avait un impact disproportionné sur les classes moyennes. Après plusieurs mois de manifestations à travers le pays, il est devenu évident que l'élaboration de politiques climatiques ayant un impact inégal sur les consommateurs et creusant les inégalités économiques serait politiquement inacceptable.

Ce mouvement a livré un enseignement majeur: à l'avenir, les solutions de lutte contre le changement climatique devront être conçues de manière à assurer un accès universel et abordable à des biens et services durables. Ce principe fondamental sous-tend la nécessité d'une transition équitable pour tous les consommateurs.

Finance for Tomorrow a défini la Transition Juste dans son papier de position d'octobre 2020 comme une stratégie visant à :

- **Atténuer les conséquences sociales négatives** de la transition vers des modèles économiques durables ;
- **Optimiser les aspects positifs d'une transition vers une économie bas-carbone.**¹

Ce document est le deuxième de notre série de cinq papiers consacrée aux acteurs de la Transition Juste : travailleurs, consommateurs, chaînes d'approvisionnement, communautés locales et société civile. Ses objectifs sont triples :

- Comprendre la façon dont les consommateurs sont touchés par la transition vers une économie sobre en carbone ;
- Évaluer les moyens pour les acteurs financiers de mieux intégrer cette dimension dans les cadres d'investissement et de financement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- Examiner les possibilités pour la Place financière de Paris de prendre l'initiative en matière de protection des droits des consommateurs dans le cadre de la transition.



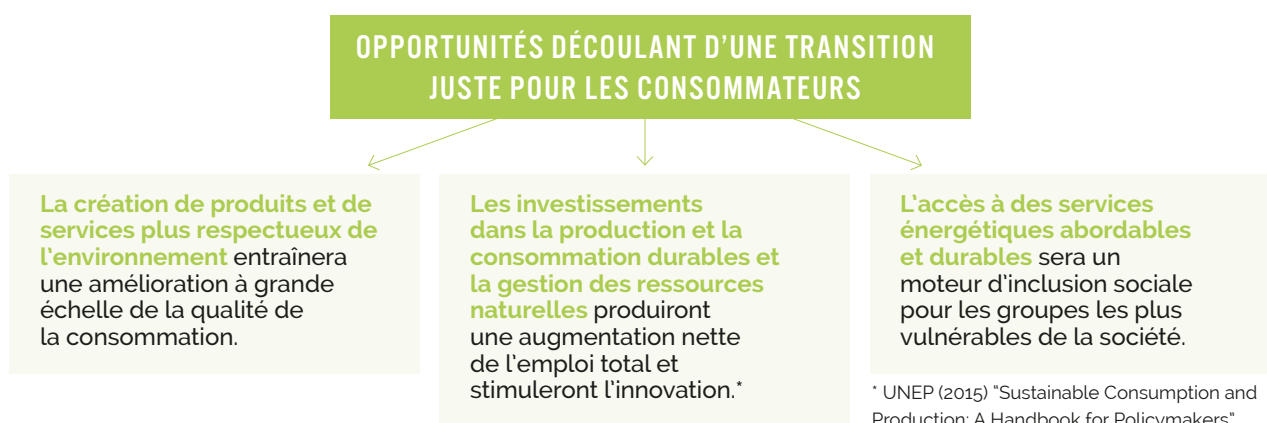
1 OIT (2016) «Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous» https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/publications/WCMS_432859/lang--en/index.htm

1/ LES CONSOMMATEURS ET LA TRANSITION JUSTE

En définissant les contours de la transition, les États, les autorités locales et les acteurs privés doivent prendre en considération la mesure dans laquelle les citoyens ont accès aux biens et services qui rendront possible le passage à une économie durable. Souvent, le manque de connaissances sur le sujet empêche certains consommateurs précaires de bénéficier de produits sains, propres et à faible émission de CO₂. Dans d'autres cas, ces produits ne sont pas financièrement abordables pour les franges les plus pauvres de la population.

En outre, le fait de garantir une transition juste pour tous les consommateurs peut susciter plusieurs opportunités.

Dans cette optique, nous avons choisi de mettre en avant **trois secteurs clés – l'énergie, l'alimentation et la mobilité** – qui devront en particulier intégrer les besoins des consommateurs dans leur transition vers une économie à faibles émissions de CO₂. Bien que d'autres industries soient également susceptibles de fournir des illustrations intéressantes, nous avons choisi ces trois secteurs par souci de concision et de pédagogie.



SERVICES ÉNERGÉTIQUES

Alors que les États s'engagent dans le processus de transition, **le caractère abordable des services énergétiques pour les ménages à faibles revenus** apparaît comme un problème crucial à résoudre. Au sein de l'UE, la plus grande partie de la consommation d'énergie des ménages concerne le chauffage (63,6 %), suivi de la production d'eau chaude (14,8 %), de l'éclairage et des appareils ménagers (14,1 %) et de la cuisson (6,1 %). En 2018, seuls 20 % de la consommation finale d'énergie provenaient de sources renouvelables, tandis que 32,1 % étaient couverts par le gaz naturel, 24,7 % par l'électricité et 12 % par les produits pétroliers.¹

Pour les consommateurs, l'accès aux énergies propres soulève deux types de questions. Du côté de l'offre, une augmentation significative de la production d'électricité à partir de sources renouvelables sera nécessaire pour couvrir les besoins énergétiques

croissants tout en garantissant des modes de consommation durables. Bien qu'un **passage progressif des combustibles fossiles aux sources d'énergie renouvelables** se soit opéré au cours des dix dernières années, cette expansion est inégale selon les pays et reste plutôt modeste. Sur la base des tendances actuelles, la part des énergies renouvelables ne devrait atteindre que 21 % à l'échelle mondiale d'ici 2030.²

Du côté de la demande, les solutions énergétiques propres ne sont pas nécessairement accessibles à tous, notamment aux ménages à faibles revenus. S'engager dans des travaux de rénovation énergétique est coûteux et les différents dispositifs d'aide financière publique disponibles ne sont pas toujours bien connus.

Cela étant, bien que les solutions d'optimisation de l'efficacité énergétique imposent des coûts initiaux plus élevés, le consommateur finit par être gagnant en termes d'économies d'énergie et de budget sur le long terme. En effet, les données montrent que les

1 Eurostat (juin 2020) Consommation d'énergie des ménages https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Energy_consumption_in_households

2 UN (2019) «Accelerating SDG 7 Achievement: SDG 7 Policy Briefs In Support Of The High-Level Political Forum 2019»

ménages français chauffés principalement au fioul ont une facture énergétique annuelle moyenne plus élevée (1 870 €) que ceux chauffés principalement à l'électricité (1 200 €) ou au gaz naturel (1 360 €).¹

En outre, les énergies renouvelables ont la capacité de répondre à de nombreux enjeux sociaux, en plus de fournir des solutions plus durables pour faire face aux besoins énergétiques mondiaux. En fait, le processus de transition des combustibles fossiles vers les sources d'énergie renouvelables peut **contribuer de multiples façons à la lutte contre l'exclusion sociale**. À mesure que les coûts de production des technologies solaires et éoliennes diminuent, les prix de l'électricité produite à partir de sources renouvelables reculent eux aussi. Les données des pays de l'OCDE montrent que **l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique a fait baisser le prix de détail de l'électricité**.²

Pour accélérer la transition vers des sources d'énergie durables, **les États doivent s'engager sur le long terme** à mettre en œuvre des politiques et des réglementations permettant aux consommateurs d'accéder à un marché de l'énergie en pleine évolution. Celles-ci doivent en particulier viser l'accès des **groupes vulnérables et des ménages à faibles revenus** aux services énergétiques modernes, dans le cadre de stratégies plus générales de réduction de la pauvreté.

Par exemple, le programme britannique **Energy Company Obligation**, mis en œuvre en 2013, finance des projets d'isolation thermique destinés aux ménages à faibles revenus pour leur permettre d'économiser de l'énergie et de réduire leur facture d'électricité.³ Un autre exemple intéressant d'intervention des pouvoirs publics peut être observé **en Pologne, où le programme «Clean Air»** vise à aider les ménages vulnérables à moderniser leurs systèmes de chauffage. Le gouvernement polonais a alloué 30 milliards de dollars à ce programme, dont 18 milliards sont versés sous forme de subventions publiques, le reste étant fourni sous forme de prêts. À terme, le secteur public vise à cofinancer l'isolation des foyers et l'achat de systèmes de chauffage plus propres afin d'améliorer le rendement énergétique et de réduire la pollution.⁴

Les dispositifs de type «tiers investisseur» méritent également d'être explorés: il s'agit pour un investisseur (fonds d'investissement, établissement financier) de prendre en charge les coûts initiaux d'installation de solutions d'efficacité énergétique, et de percevoir en contrepartie une partie des économies réalisées par les ménages sur leur facture d'énergie. Cela peut permettre aux consommateurs de ne pas avoir à supporter des coûts d'investissement initiaux élevés tout en bénéficiant d'économies d'énergie sur le long terme.

Au final, il est clair que les efforts déployés pour développer des solutions énergétiques durables doivent aller de pair avec des politiques visant à garantir **un accès universel à des services énergétiques abordables**, fiables et modernes, conformément à la Cible 7.1 des Objectifs de développement durable (ODD).

PRODUITS ALIMENTAIRES

Facteur important du changement climatique et de la perte de biodiversité, le système alimentaire dans son ensemble contribue pour 15 à 28 % aux émissions globales de gaz à effet de serre dans les pays développés, si l'on tient compte de toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement.

L'industrie agroalimentaire a donc un rôle clé à jouer dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, principalement en abandonnant les modèles intensifs et industrialisés **au profit de systèmes alimentaires basés sur l'agroécologie**.⁵

En pratique, les efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre entraîneront des changements importants dans la vie des populations, et notamment des consommateurs. Le système alimentaire actuel est déjà marqué par une profonde injustice: l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estimait à 2 milliards le nombre de personnes à travers le monde en situation d'insécurité alimentaire en 2019.⁶ Par conséquent, la transformation des systèmes alimentaires vers des approches plus durables doit se faire d'une manière qui assure une protection adéquate aux consommateurs urbains et ruraux à faible revenu.

1 M. Clément et A. Rolland Insee Références (2017) Dossier «La facture énergétique du logement a baissé depuis 2013 malgré la hausse de la fiscalité».

2 A.M. Oosthuizen, R. Inglesi-Lotz et G.A. Thopil, «The relationship between renewable energy and retail electricity prices: panel evidence from OECD countries», Document de travail de l'ESRA, n° 797 (2019).

3 Confédération syndicale internationale, «Le rôle de la protection sociale dans une transition juste», 2018, p. 5.

4 U.S. International Trade Administration (2018) «Poland Launches "Clean Air" Program» <https://www.trade.gov/market-intelligence/poland-launches-clean-air-program>

5 L'agroécologie consiste à appliquer des concepts et principes écologiques de manière à optimiser les interactions entre les végétaux, les animaux, les humains et l'environnement, sans oublier les aspects sociaux dont il convient de tenir compte pour que le système alimentaire soit durable et équitable. Plateforme des connaissances sur l'agroécologie <http://www.fao.org/agroecology/home/en/>

6 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2020) «L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde». <http://www.fao.org/3/cag699en/cag699en.pdf>

Le coût étant généralement un facteur déterminant dans les choix alimentaires, le caractère abordable des produits alimentaires tend à être prioritaire, notamment pour les consommateurs à faibles revenus. De plus, les régimes alimentaires durables ont tendance à être perçus comme des options plutôt coûteuses auxquelles seule une frange de la population peut accéder. Toutefois, selon une étude britannique menée en 2019, les régimes alimentaires sains et durables n'entraînent pas nécessairement de coûts supplémentaires par rapport à un régime alimentaire typique, et seraient donc à la portée de toutes les catégories de revenus.¹

En France, les données montrent que la consommation alimentaire responsable est en hausse dans toutes les catégories socio-économiques, y compris parmi les ménages à faibles revenus. Selon une récente enquête, la consommation de produits «Made in France» a augmenté de 73 % depuis 2018-2019 au sein de la classe moyenne, contre 68 % parmi les ménages plus aisés. Cet écart est également positif pour les produits du commerce équitable, avec une augmentation de 49 % sur la même période pour les ménages à faibles revenus, contre 46 % pour les ménages à revenus plus élevés.²

Dans l'ensemble, ce domaine de recherche montre que l'accessibilité financière est de moins en moins un obstacle à l'adoption d'une alimentation plus durable. Toutefois, bien que ce soit le cas dans les pays à revenu élevé, la situation est différente dans les pays à faible revenu où les populations les plus pauvres, situées pour la plupart en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine et écologiquement durable.³

En somme, un système alimentaire véritablement durable sera un système qui non seulement profitera à la nature et au climat, mais qui pourra également garantir le droit à l'alimentation pour tous. **Le principal défi à cet égard sera de faire en sorte que tous les ménages aient accès à des régimes alimentaires pouvant être consommés sans risque et qui soient sains, durables et abordables.**

1 C.J. Reynolds et al. (2019) «Healthy and sustainable diets that meet greenhouse gas emission reduction targets and are affordable for different income groups in the UK» Cambridge University Press.

2 Enquête Opinion Way – Baromètre Max Havelaar de la Transition Alimentaire 2019

<https://maxhavelaarfrance.org/fileadmin/fairtrade/Barometres/Synthese-Barometre-de-la-transition-alimentaire-novembre-2019.pdf>

3 K. Hirnoven et al (2020) «Affordability of the EAT-Lancet reference diet: a global analysis» Lancet Global Health, 59-66.

LE SECTEUR DE LA MOBILITÉ

La mobilité représente 20 à 30 % de l'impact environnemental lié à la consommation des ménages.⁴ Pour s'attaquer à ce problème, l'Union européenne vise à réduire les émissions liées au transport de 90 % d'ici à 2050 dans le cadre du «Green Deal». Pour atteindre cet objectif ambitieux, il faudra accroître l'adoption de véhicules propres, soutenir la transformation numérique et l'automatisation, et améliorer la connectivité et l'accessibilité à la mobilité intelligente.

Toutefois, la transition ne sera réussie que si les avantages et les coûts associés aux décisions politiques sont répartis équitablement entre les différentes catégories de population. Ce point est particulièrement important dans la mesure où le transport est la deuxième source de dépenses des ménages après le logement.⁵

Premièrement, les politiques doivent veiller à ce que les groupes à faibles revenus soient inclus dans le processus de planification et de conception de la transition vers une mobilité respectueuse de l'environnement. Par exemple, les véhicules électriques ne représenteront une option viable de la mobilité durable que si tous les consommateurs ont accès à des solutions abordables et à des infrastructures de recharge adéquates.⁶ Pour l'heure, les ventes de voitures électriques, encore largement commercialisées comme des véhicules de luxe, sont principalement destinées aux ménages aisés. À cet égard, le gouvernement français a mis en place divers dispositifs d'aide financière pour inciter à l'achat de voitures électriques: une taxe sur les véhicules de type bonus-malus basée sur les émissions de CO₂ lors de l'achat d'une nouvelle voiture et une «prime à la conversion» pour encourager les consommateurs à se débarrasser de leur ancien véhicule à fortes émissions en faveur d'un véhicule neuf ou d'occasion à faibles émissions.⁷

4 Rapport intérimaire du Rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (octobre 2020) La «juste transition» dans la relance économique: éliminer la pauvreté dans les limites des ressources de la planète

5 G. Bauer et al. (2021) «When might lower-income drivers benefit from electric vehicles? Quantifying the economic equity implications of electric vehicle adoption» International Council on Clean Transportation.

6 European Policy Centre (December 2020) «On the road to sustainable mobility: How to ensure a just transition?» https://wms.flexious.be/editor/plugins/imagemanager/content/2140/PDF/2020/Sustainable_Mobility_v2.pdf

7 S. Wappelhorst «Actions speak louder than words: the French commitment to electric vehicles» International Council on Clean Transportation. <https://theicct.org/blog/staff/actions-speak-louder-words-french-commitment-electric-vehicles>

En outre, à mesure que la technologie des véhicules électriques s'améliore, il est possible de réduire plusieurs éléments de coût associés à la possession d'une voiture, tels que les coûts d'achat, d'entretien et de carburant. De telles évolutions pourraient modifier considérablement la part des coûts de transport dans le revenu des ménages, en particulier pour les ménages à faibles revenus.

Deuxièmement, une plus grande attention doit être accordée aux populations rurales qui, historiquement, sont souvent reléguées au second plan dans les projets d'urbanisme. En effet, plus d'un quart des Européens vivent en zone rurale et une part importante des habitants de ces zones (23,7 %) sont déjà menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale.¹ Pour encourager le passage à une mobilité rurale propre, la Directive sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (2014/94/UE), qui devrait être révisée et publiée à nouveau d'ici fin 2021, devrait inclure un objectif contraignant les États membres de l'UE à prévoir des points de recharge de véhicules électriques dans les zones rurales.²

A l'avenir, ces politiques contribueront à la transition vers une mobilité plus écologique, tout en mettant l'accent sur les groupes vulnérables dont les options de mobilité sont limitées.

Bien évidemment, *Finance for Tomorrow* est conscient des coûts environnementaux liés à la fabrication des batteries de véhicules électriques. Les questions relatives à la fin de leur cycle de vie et l'absence de recyclage des batteries lithium-ion dans l'Union européenne soulèvent également plusieurs problèmes, dans un contexte où le monde cherche à remplacer les combustibles fossiles par des énergies propres. Néanmoins, à mesure que le marché se développe, les solutions visant à rendre les véhicules électriques plus respectueux de l'environnement et plus durables à long terme se développeront également.

1 Eurostat (février 2020) «Urban and rural living in the EU» <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/EDN-20200207-1>

2 European Policy Centre (December 2020) «On the road to sustainable mobility: How to ensure a just transition?»

2/ INTÉGRER LES CONSOMMATEURS DANS LES CADRES DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Après avoir mis en évidence les principaux secteurs dans lesquels l'égalité d'accès aux biens et services durables est cruciale pour la transition, il est important de comprendre comment les acteurs financiers peuvent prendre des mesures pour intégrer cette dimension dans leurs stratégies.

Le financement privé a le potentiel d'augmenter de manière significative les capitaux alloués à la réduction des inégalités et de l'exclusion sociale. Plus précisément, le secteur financier a un rôle fondamental à jouer dans la promotion de l'inclusion des droits des consommateurs dans le contexte de la transition vers des économies à faible émission de CO₂. **Dans ce chapitre, nous examinerons comment les cadres de financement et d'investissement peuvent être adaptés pour garantir l'accès des consommateurs issus de populations défavorisées à des biens et services durables à des prix abordables.**

TRANSITION JUSTE ET CONSOMMATEURS DANS LES CADRES DE FINANCEMENT

PRÊTS AUX PARTICULIERS POUR FINANCER DES PROJETS DE LONG-TERME

Les banques, et plus généralement les établissements financiers, sont des acteurs clés pour faciliter la transition vers des économies à faible émission de CO₂. Un nombre croissant d'entre elles se sont déjà engagées à retirer leurs financements des secteurs à fortes émissions et à réorienter de plus en plus les flux de capitaux vers les secteurs de l'économie verte.

Pour que cette transition soit juste et équitable, les banques doivent comprendre les besoins des différents groupes, et en particulier des segments défavorisés de la société, afin de mieux soutenir leurs clients. Elles disposent d'un certain nombre de moyens pour s'assurer que leurs clients ont accès à des services bancaires abordables et adaptés à la transition vers la nouvelle économie.

Dans ce papier, nous avons choisi de nous concentrer sur **le secteur du logement**, qui illustre de manière pertinente la façon dont les banques peuvent innover en faveur de la transition juste. Une part importante du crédit bancaire est concentrée sur les prêts aux ménages, dont la plus grande part est constituée par les prêts immobiliers.

Le secteur du logement est appelé à subir de profonds bouleversements dans les années à venir si l'on veut atteindre les objectifs de zéro émission nette. En effet, les ménages comptent parmi les acteurs qui contribuent le plus aux émissions de gaz à effet de serre du secteur du bâtiment. Toutefois, la **modernisation des bâtiments aura des répercussions sociales considérables**, surtout en ce qui concerne l'accessibilité au logement pour les populations défavorisées.

Dans ce contexte, les banques et autres établissements financiers peuvent jouer un rôle en aidant les clients nécessitant un prêt immobilier vert pour rénover leur logement, de manière à répondre aux nouvelles normes zéro émission. En France, plusieurs banques, comme le Crédit Agricole, la Société Générale ou BNP Paribas, proposent des taux attractifs pour financer des projets de rénovation énergétique des logements par le biais d'«Eco-prêts à taux zéro» («Eco-PTZ»)¹. Ces prêts peuvent être accordés aux propriétaires individuels, quelles que soient leurs ressources financières, ce qui permet de s'attaquer au problème de la «précarité énergétique» auquel sont confrontés les ménages vulnérables.

PRÊTS AUX PME

Outre l'octroi de prêts immobiliers, les banques peuvent jouer un **rôle en aidant les PME à développer des produits et services durables en faveur d'une transition juste**. Les recherches de Vigeo Eiris, qui fait partie de Moody's ESG Solutions, montrent que 110 des 196 (56 %) émetteurs du secteur financier européen offrent des prêts aux PME. La Banque européenne d'investissement est le plus grand fournisseur de prêts aux PME (en part du total des prêts), avec 40% de ses prêts étant destinés aux PME. Toutefois, les prêts aux PME représentent une part mineure - environ 10 % - du total des actifs de la plupart des banques.²

1 Eco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F19905>

2 Recherche de V.E. qui fait partie de Moody's ESG Solutions.

Bien que les banques représentent 70 % du financement externe des PME en Europe, **de nombreuses entreprises voient leur demande de prêt rejetée** et n'ont donc pas accès aux capitaux nécessaires à leur croissance.¹ Cela est particulièrement vrai pour les PME dont le modèle économique nécessite le développement de technologies innovantes : ce sont elles qui ont le plus de difficultés à obtenir des prêts.

Un autre problème réside dans **l'absence de demande de prêts de la part des PME** pour financer des activités de réduction du CO₂ économiquement intéressantes. Cela peut être dû à un manque de connaissance quant aux possibilités de financement vert ou à une perception des risques accrus associés à ces possibilités. À cet égard, un établissement fournissant des conseils aux PME sur les thèmes de la finance durable et de la transition juste pourrait aider ces entreprises à participer au processus de transition, notamment en **proposant des produits et services durables aux ménages et consommateurs précaires**.²

La société Qarnot Computing est un exemple de PME qui contribue à la transition équitable en permettant aux consommateurs défavorisés de bénéficier d'améliorations en matière de rendement énergétique. Une entreprise française de l'économie circulaire, son modèle repose sur l'utilisation de la chaleur des serveurs informatiques décentralisés pour chauffer les bâtiments. Selon la GreenTech, l'empreinte carbone du calcul informatique qui transite par ces radiateurs est réduite de 78 % par rapport à un centre de données classique. Cette technologie a notamment été utilisée pour chauffer des logements sociaux en France.³ D'ici 2023, l'entreprise compte équiper 11 000 logements sociaux d'un système de chauffage gratuit.⁴

PRODUITS D'ASSURANCE

Enfin, d'autres établissements financiers ont également commencé à promouvoir les droits des consommateurs en matière de juste transition à travers leurs produits. Par exemple, depuis janvier 2020 en France, les contrats d'assurance-vie «multi-supports» doivent contenir au moins une unité de compte investie soit dans un fonds solidaire, soit dans des fonds d'«Investissement Socialement Responsable» (ISR) ou labellisés Greenfin.⁴ Fin 2019, presque toutes les entreprises s'étaient alignées sur les nouvelles exigences législatives.

Ce type d'innovations témoigne de la volonté des acteurs financiers d'assurer une transition équitable pour tous leurs clients.

TRANSITION JUSTE ET CONSOMMATEURS DANS LES CADRES D'INVESTISSEMENT

Les considérations relatives aux consommateurs sont, dans une certaine mesure, déjà intégrées dans les cadres d'investissement actuels. En ce qui concerne le pilier social, les entreprises sont évaluées sur la base de leur intégration de critères tels que la **sécurité et la qualité des produits** ou **l'accès au financement**. Sur le plan environnemental, les fournisseurs de données évaluent la dimension «verte» des produits et services des entreprises, en tenant compte d'indicateurs tels que **l'empreinte carbone des produits** ou le pourcentage de revenus provenant d'**opportunités dans les technologies propres ou les énergies renouvelables**.

En conséquence, les détenteurs et gestionnaires d'actifs ont tendance à considérer les indicateurs environnementaux et sociaux séparément dans le cadre de leur politique ESG. **Cependant, la transition juste révèle la nécessité pour les investisseurs institutionnels de relier les piliers «E» et «S» de leurs stratégies** afin de formuler une réponse plus complète et adaptée au changement climatique. Les investisseurs peuvent faire un premier pas dans cette direction en intégrant dans leurs stratégies d'investissement des **indicateurs extra-financiers spécifiques liés aux paramètres environnementaux et sociaux**. En ce qui concerne la dimension «consommateur» de la transition juste, cela implique de prendre en compte **l'accessibilité des solutions durables et à faible émission de CO₂ pour les clients et ménages précaires**.

1 Euler Hermes (avril 2019) «PME européennes : combler le déficit de financement bancaire»

2 LSE Grantham Research Institute & University of Leeds (octobre 2019) «Banking the just transition in the UK»

3 «Qarnot Computing : des bâtiments chauffés par la chaleur des ordinateurs» <https://www.lejdd.fr/Societe/qarnot-computing-des-batiments-chauffes-par-la-chaleur-des-ordinateurs-3997703>

4 Engie Rassembleurs d'Energies «Rapport de progrès 2020» https://www.engie.com/sites/default/files/assets/documents/2020-05/Rapport-de-progres-ENGIE-Rassembleurs-Energies_0.pdf

4 Article 221, Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises

En outre, un nombre croissant d'investisseurs institutionnels cherchent à mesurer l'**alignement de leurs portefeuilles sur les ODD**. Pour mieux intégrer les préoccupations des consommateurs dans la transition, les investisseurs peuvent se concentrer sur l'**ODD 7** («Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable») et plus particulièrement sur l'**indicateur 7.1.2** mesurant la proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres. L'alignement sur l'**ODD 12** («Établir des modes de consommation et de production durables») peut également contribuer à une transition équitable pour les consommateurs, dans la mesure où la **cible 12.6** encourage les entreprises à intégrer des informations sur la durabilité dans leur cycle de reporting et où la **cible 12.8** vise à garantir que les citoyens et les consommateurs du monde entier aient accès à des informations pertinentes sur le développement durable.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

Les fournisseurs d'énergie ont ici un rôle important à jouer dans la mesure où l'accès aux sources d'énergie abordables et à faible émission de CO₂ figure au cœur des préoccupations liées à la transition vers des sociétés plus durables. Ci-dessous figurent quelques exemples d'entreprises européennes qui accordent une aide financière aux clients à faibles revenus souhaitant rendre leur foyer plus économe en énergie et qui peuvent ainsi être considérées comme des pionnières dans ce domaine. Les données de V.E. montrent que 30 % des émetteurs européens cotés du secteur de l'énergie et du gaz ont fait des progrès à cet égard, 19 sur 62 ayant pris des mesures pour améliorer l'accès des populations défavorisées.¹ Nous incluons également des indicateurs potentiels que les détenteurs d'actifs doivent prendre en compte afin d'intégrer les préoccupations des consommateurs dans leur politique ESG.

EXEMPLES D'ENTREPRISES

Engie (France)

Engie vise à élargir l'accès à l'énergie aux ménages économiquement vulnérables. Pour cela, l'entreprise a créé le fonds «**Engie Rassembleurs d'énergies**» qui propose des offres aux ménages luttant contre la précarité énergétique. Fin 2019, le fonds avait investi 34 millions d'euros dans des entreprises poursuivant des objectifs sociaux et environnementaux, contribuant ainsi à fournir de l'électricité propre à plus de 4 millions de bénéficiaires, à réaliser la rénovation énergétique de plus de 3 000 logements et à créer plus de 6 000 emplois.²

Engie accompagne également les clients bénéficiaire de l'éco-prêt à taux zéro dans la rénovation énergétique de leur logement : réalisation de bilans énergétiques, estimation du coût des travaux de rénovation, recherche de professionnels pour les réaliser, etc.³

Iberdrola (Espagne)

Ce fournisseur d'électricité propose un certain nombre de forfaits énergétiques dédiés aux clients en situation précaire.

Parmi eux figure le programme «**Électricité pour tous**» qui offre un accès universel aux sources d'énergie modernes, en proposant des modèles énergétiques écologiquement durables, financièrement abordables et socialement inclusifs, et en s'attachant tout particulièrement à garantir l'accès à l'électricité dans les pays émergents et en développement. Depuis 2014, 5,4 millions de personnes ont ainsi bénéficié de projets d'accès à l'électricité en Amérique latine et en Afrique.⁴

En outre, Iberdrola a signé en mars 2019 un **fonds de 1,5 milliard d'euros aligné sur la transition juste**. Le fonds est lié à des critères relatifs à la **promotion de l'accès universel à l'énergie**, le but étant de cibler l'**ODD 7.1** qui consiste à garantir l'accès de tous à

1 Recherche de V.E. qui fait partie de Moody's ESG Solutions.

2 Engie Rassembleurs d'Energies «Rapport de progrès 2020» https://www.engie.com/sites/default/files/assets/documents/2020-05/Rapport-de-progres-ENGIE-Rassembleurs-Energies_0.pdf

3 Engie «L'éco prêt à taux zéro» <https://particuliers.engie.fr/economies-energie/aides-financieres/aides-etat/eco-pret-zero.html>

4 Rapport 2020 d'Iberdrola sur le développement durable http://iberdrola.com/wcorp/gc/prod/en_US/corporativos/docs/IB_Sustainability_Report.pdf

des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable, et l'**ODD 7.2** qui consiste à accroître sensiblement la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial.¹

Pour mieux intégrer les préoccupations des consommateurs dans le contexte de la transition, les investisseurs pourraient commencer par prendre en compte les indicateurs extra-financiers reliant les piliers E et S de leur stratégie ESG. En ce qui concerne l'investissement dans les fournisseurs d'énergie, nous avons mis en évidence ci-dessous plusieurs indicateurs à considérer.

Accès universel à l'énergie propre – Indicateurs potentiels

- **Nombre de ménages** bénéficiant de l'installation de solutions de chauffage propres
- **Nombre de ménages** bénéficiant de l'installation de dispositifs d'économie d'énergie
- **Nombre de ménages** bénéficiant de tarifs subventionnés pour l'électricité propre
- **Nombre de tonnes de CO₂ évitées** grâce à l'accès à des formules énergétiques abordables et écologiquement durables
- **Économies d'énergie (en MWh)** résultant de l'accès à des formules énergétiques abordables et écologiquement durables
- **Montant annuel économisé par ménage** bénéficiant de ces mesures d'efficacité énergétique
- **Montant du prêt** destiné à financer l'achat et l'installation de dispositifs destinés à améliorer le rendement énergétique
- **Montant du prêt** destiné à financer l'achat et l'installation de systèmes photovoltaïques à domicile
- **Montant du prêt** destiné à financer l'achat et l'installation d'une technologie de chauffage au bois à faibles émissions
- **Montant du prêt** destiné à financer l'achat et l'installation de systèmes de chauffage et de climatisation plus efficaces qui éliminent les combustibles fossiles

1 BBVA (mars 2019) «BBVA coordinates Iberdrola's first sustainable credit facility aligned with the just transition principles, totalling €1.5 billion» <https://www.bbva.com/en/bbva-coordinates-iberdrolas-first-sustainable-credit-facility-aligned-with-the-just-transition-principles-totalling-e1-5-billion/>

3/ LA PLACE FINANCIÈRE DE PARIS : PRENDRE L'INITIATIVE EN MATIÈRE DE DROITS ET DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Plus que jamais, la place financière de Paris doit être à l'avant-garde en matière de droits et de protection des consommateurs. L'engagement des acteurs financiers en faveur de la transition doit permettre l'élaboration d'une feuille de route claire. Ainsi, *Finance for Tomorrow* s'engage à :

INCLURE DES REPRÉSENTANTS DES CONSOMMATEURS ET ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES CONSOMMATEURS DANS SA COALITION D'INVESTISSEURS POUR UNE TRANSITION JUSTE

Le dialogue avec les parties prenantes est un élément essentiel de la transition juste. La concertation avec les **représentants des consommateurs et les associations de défense des droits des consommateurs** est essentielle pour comprendre les besoins précis des différents groupes, et en particulier des segments défavorisés de la société. Par exemple, des associations comme l'ASSECO-CFDT ou l'INDECOSA-CGT ont commencé à travailler sur la transition juste, notamment en fournissant un soutien pédagogique sur le sujet.¹ Le dialogue peut être initié dans le cadre de la coalition d'investisseurs pour une transition juste de *Finance for Tomorrow*, qui réunira des investisseurs, des entreprises et différents représentants de la société civile.

Un dialogue avec d'autres types d'organes participatifs peut également être envisagé. Par exemple, la **Convention citoyenne pour le climat** est une assemblée de citoyens chargée de formuler des propositions pour réduire les émissions «dans un esprit de justice sociale».² Le groupe a récemment adopté des résolutions visant à interdire la publicité concernant les produits les plus polluants (par exemple les combustibles fossiles) et à réglementer l'industrie de manière

plus générale afin de réorienter la consommation vers des produits plus respectueux de l'environnement et de décourager la surconsommation.³ Certaines de ces propositions ont d'ailleurs été reprises dans le projet de loi «Climat et résilience» du gouvernement, démontrant ainsi l'importance de consulter les citoyens ainsi que les représentants syndicaux, les acteurs économiques, les collectivités locales et les associations lors de l'élaboration d'une législation sur le climat.⁴

Ces **nouveaux modèles de dialogue et d'engagement auprès des consommateurs** peuvent permettre aux investisseurs de mieux comprendre et gérer les risques sociaux dans le cadre de la transition vers une économie à faible émission de CO₂.

JOUER UN RÔLE MOTEUR DANS L'INCLUSION D'INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX EXTRA-FINANCIERS DANS LES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT

Les membres de *Finance for Tomorrow* visent à apporter une réponse globale au changement climatique dans leurs politiques ESG. Pour cela, les investisseurs et gestionnaires d'actifs doivent **associer plus étroitement les piliers «S» et «E» dans leurs stratégies d'investissement** afin de mieux évaluer la prise en compte par les entreprises des besoins des consommateurs dans le contexte de la transition.

Une méthodologie d'investissement dans la Transition Juste pourrait, par exemple, prévoir des indicateurs liés **aux prêts verts accordés aux ménages précaires ou à la fourniture de biens et de services durables à un coût abordable aux clients défavorisés.**

1 Institut National de la Consommation (2021) «INDECOSA-CGT Associations de consommateurs» <https://www.inc-conso.fr/content/indecosa-cgt-association-de-consommateurs>

2 Convention citoyenne pour le climat <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>

3 Convention citoyenne pour le climat «Réguler la publicité pour réduire les incitations à la surconsommation» <https://propositions.conventioncitoyennepourleclimat.fr/objectif/reguler-la-publicite-pour-reduire-les-incitations-a-la-surconsommation/>

4 Projet de loi n° 3875 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b3875-projet-loi#D_non_amendable_1

Les indicateurs extra-financiers cités au chapitre 2 pourraient constituer un bon point de départ pour les investisseurs soucieux d'intégrer les préoccupations des consommateurs dans leurs stratégies d'investissement.

ENCOURAGER UN DIALOGUE CONSTRUCTIF ENTRE INVESTISSEURS ET ENTREPRISES

L'engagement auprès des entreprises peut constituer un moyen utile pour les détenteurs et gestionnaires d'actifs de **définir les attentes des investisseurs en matière de transition juste**. Les investisseurs ont la capacité d'influer sur le comportement des Conseils d'administration et peuvent donc amener les entreprises à intégrer les préoccupations des consommateurs dans leurs pratiques commerciales. L'engagement peut s'exercer par différents moyens : dialogue régulier avec la direction, envoi de courriers aux conseils d'administration des entreprises, vote des résolutions des actionnaires, etc.

C'est précisément l'objectif de la **prochaine coalition d'investisseurs sur la transition juste de Finance for Tomorrow en vue de la COP26**. En fournissant aux investisseurs une plateforme d'engagement collaborative, cette coalition contribuera à trois objectifs distincts :

- Encourager les entreprises à intégrer la transition juste dans leur stratégie ESG en maintenant un dialogue permanent avec elles ;
- Promouvoir les bonnes pratiques dans les secteurs les plus touchés par la transition vers une économie bas-carbone ;
- Faciliter la collaboration entre les investisseurs et les principaux émetteurs.

Les membres de *Finance for Tomorrow* s'engagent également à organiser des événements conjoints et à participer à des travaux collaboratifs pour mettre en valeur le leadership de la Place financière de Paris sur le thème des consommateurs dans la transition juste.

En conclusion, l'acceptation de la transition, et donc de sa réalisation effective, dépendra de la capacité des acteurs à placer le consommateur au cœur des décisions d'investissement. L'approche multipartite adoptée par *Finance for Tomorrow* montre qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. Cela étant, pour apporter une réponse globale et concrète à ces questions, la Place financière de Paris vise à identifier les obstacles existants et à mobiliser les acteurs financiers dès aujourd'hui afin de rendre la transition la plus juste possible pour tous les consommateurs.



[FINANCEFORTOMORROW.COM](https://www.financefortomorrow.com)

Ce document a été réalisé dans le cadre de la Taskforce Transition Juste et solidaire sous le pilotage de Jean-Jacques Barberis, Vice-Président de *Finance for Tomorrow*, Directeur du Coverage Institutionnel et Corporate et membre du comité exécutif d'Amundi avec l'appui de Joan Elbaz et Théophile Pouget-Abadie, Chargés d'affaires solutions investissement chez Amundi et Pierre-Alix Binet, Responsable du développement et des relations institutionnelles chez *Finance for Tomorrow*.

Nous remercions tous ceux qui ont participé à la réalisation de ce document, en particulier les équipes de V.E, qui fait partie de Moody's ESG Solutions.

FINANCE FOR TOMORROW

Finance for Tomorrow est la branche de Paris EUROPLACE lancée en juin 2017 pour faire de la finance verte et durable un élément moteur du développement de la Place de Paris et la positionner en centre financier de référence sur ces enjeux. Les près de 80 membres et observateurs de *Finance for Tomorrow* s'engagent dans une charte commune à contribuer à réorienter les flux financiers vers une économie bas-carbone et inclusive, en cohérence avec l'Accord de Paris et les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'ONU. *Finance for Tomorrow* est présidée par Thierry Déau, Président Directeur général et fondateur de Meridiam.

CONTACT

Pierre-Alix Binet

Responsable du développement et
des relations institutionnelles

pa.binet@financefortomorrow.com